



# Plans sectoriels

LOGEMENT | PAYSAGES | TRANSPORTS

ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Séances de questions – réponses destinées aux responsables communaux

29 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2014

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

## Phase consultative

- depuis le 11 août 2014 => analyse des prises de position SUP
- à partir du 28 octobre 2014 => analyse des avis des communes + élaboration de propositions de modification aux textes réglementaires et au matériel cartographique  
(durée estimée: 8-10 mois)
- 1<sup>ère</sup> saisine du Conseil de gouvernement – projets de règlements grand-ducaux modifiés
- Déclaration Ministre à la Chambre des Députés
- 2<sup>ème</sup> saisine du Conseil de Gouvernement – projets de règlements grand-ducaux modifiés
- 2<sup>ème</sup> publication des projets de règlements grand-ducaux au Mémorial  
(élimination « Härtefall + erreurs matérielles)

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

## Phase réglementaire

- **Saisine du Conseil d'Etat**  
( au plus tôt au second semestre 2015)
- **Entrée en vigueur des règlements-grand-ducaux**  
(au plus tôt: 1<sup>er</sup> semestre 2016)

## Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

- **effets de l'ordonnance du juge du référé du Tribunal administratif du 17 septembre 2014 en matière de PS/PAG/autorisation de construire ( F. Bausch)**
  - **uniquement sursis à exécution de décisions administratives**
  - **la légalité par rapport à l'article 19 de la loi AT n'est évoquée que subsidiairement**
  - **Interprétation restrictive de la loi par le juge**
  - **jugement sur le fond au plus tôt début 2015**
  - **le projet de loi portant modification de l'article 19 loi AT apportera les précisions requises**
  - **projet de loi devrait être adopté avant la fin de l'année en cours**

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

- **Avis des autorités communales relatif aux projets de plans sectoriels ( D. Kersch)**
  - **destinataire: Ministre de l'Intérieur**
  - **date limite légale: 28 octobre 2014**
  - **les avis parvenant au Ministre après cette date seront pris en considération**
  - **forme de l'avis.....**
  
- **SUP ( C. Gira)**
  - **SUP requise à chaque niveau de planification**
  - **utilisation des informations de la SUP au niveau des PS pour les SUP subséquentes**
  - **SUP et screening « FFH » sont complémentaires**

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

- **Projets d'envergure pour l'habitat ( M. Nagel)**
  - **le choix des projets se fera en concertation étroite avec les communes**
  - **un groupe de travail « Projets d'envergure » ensemble avec la Commission d'aménagement prépare une note pour le Conseil de Gouvernement. Cette note contient une analyse sommaire en ce qui concerne:**
    - **la gestion de l'eau**
    - **le volet financier**
    - **la constellation des propriétaires**
    - **les thèmes environnementaux à considérer (compensations, Habitat 2000, ...)**
  - **Suite à cette note, les ministres responsables vont contacter les communes**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

*illégalité pour dépassement des objectifs de la loi AT (Art 1<sup>er</sup>)*

**Réponse:**

Le champ d'action des plans directeurs sectoriels est large. En effet, un plan directeur sectoriel concerne un ou plusieurs secteurs d'activités ou d'interventions gouvernementales. Il intègre et précise pour le secteur d'activité concerné les options nationales et les programmations sectorielles dont il assure la coordination. (art. 8 loi AT)

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

***PS seraient inconstitutionnels (non proportionnalité des moyens)***

**Réponse:**

- **champ d'activité des PS: large**
  - ⇒ **concerne un ou plusieurs secteurs d'intervention du Gouvernement**
  - ⇒ **intègre et précise les options nationales et programmations sectorielles**
- **enquête publique précédant la phase réglementaire permettant d'identifier et d'éliminer une éventuelle disproportionnalité du plan**



## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

***Question:***

***PS fondés sur un programme directeur périmé***

**Réponse:**

- programme directeur de 2003 toujours en vigueur
- ses principes et concepts sont toujours d'actualité
- aucun besoin d'adaptation ou de renouvellement dans l'immédiat

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

***Question:***

***PS élaborés dans une optique de croissance économique soutenue et non dans une optique de développement durable***

**Réponse:**

**Pas de majorité politique pour renoncer à l'objectif d'une croissance économique soutenue.**

**De plus, pour l'essentiel, les plans ne font que réserver des surfaces et ne préjugent pas de la vitesse de réalisation des projets afférents.**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

*planification top => down sans concertation au préalable avec les communes*

**Réponse:**

- de nombreuses communes ont été impliquées
- avant-projets présentés et publiés en 2008/2009
- risque de spéculation foncière n'a pas permis une concertation préalable plus large avec les communes, notamment en ce qui concerne les zones pour projets d'envergure du PSL

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

***Question:***

***manque de coordination intra PS***

**Réponse:**

**Faux, car très grand effort a été fait, voire notamment SUP**

**Et cet effort repose à la base en bonne partie sur l'IVL**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

*échelle trop petite (pas de déclinaison précise au 1/2500 possible)*

**Réponse:**

- petite échelle retenue volontairement pour donner une marge de manoeuvre suffisante aux communes lors de la mise en conformité PAG



# Plan sectoriel LOGEMENT

Le plan sectoriel logement  
PSL



## FAQ et prises de position – PSL

***Question:***

***désaccord statut d'une commune (prioritaire/complémentaire)***

**Réponse:**

**Se fonde sur PDAT, IVL, le Pacte Logement et les évolutions en cours, respectivement souhaitables à l'avenir**

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

*densité de logement trop élevée*

*(en général mais particulièrement dans les communes complémentaires)*

**Réponse:**

PSL prévoit suffisamment de possibilités de nuancement



## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

*manque d'analyse des incidences de la croissance de population imposée en termes de trafic supplémentaire (+nuisances induites : encombrement réseau routier, bruit, émissions de polluants)*

**Réponse:**

Ces éléments ont été considérés, notamment au niveau de l'Agglolux, où la situation est la plus préoccupante, et c'est justement là que le PST prévoit le plus de mesures : PRM, nouvelles infrastructures ferroviaires et routières, dont notamment le tram

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**  
*opposition à l'encontre de projets d'envergure*

**Réponse:**

- o Kayl : Réponse : réduire et phasage
- o Mondorf : Réponse : phasage
- o Contern : Réponse : phasage, voire réduire
- o Roeser : Réponse : phasage

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

***absence de prise en considération de certains projets dans communes prioritaires***

**Réponse:**

- o Nei Schmelz Dudelange : Réponse : apparemment en cours**
- o axe central Nordstad : Réponse : conditions au niveau de la clarification des contraintes liées à la problématique des inondations pas encore remplies à ce stade**

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

*que faut-il faire si dans une zone définie pour un projet d'envergure, il existe déjà un plan d'aménagement communal?*

**Réponse:**

**S'il s'agit d'un PAP existant ou d'un PAP dont la procédure a été entamée préalablement à celle du projet de PSL, et que le projet d'urbanisation est constituée d'une dominante logement, alors le projet en question pourra être réalisé. Le cas échéant, le texte de l'article correspondant du PSL sera adapté pour clarifier la situation dans ce sens.**

**Dans tous les autres cas de figure, il faudra se conformer au PSL au niveau du PAG, respectivement du ou des PAP correspondants. En attendant, il y aura un effet « standstill ».**

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

*Est-ce qu'une commune prioritaire doit assurer un potentiel de croissance de 20% sur l'ensemble de ses localités ou peut-elle en exclure certaines ?*

**Réponse:**

L'obligation de mise à disposition de réserves foncières en zone mixte ou zone d'habitation (PAP NQ) permettant un accroissement d'au moins 20% des ménages s'applique à l'ensemble du territoire communal.

Il est toutefois recommandé de répartir ce potentiel de façon à ce qu'il soit essentiellement ou exclusivement mis à disposition dans le/les espace(s) prioritaire(s) d'urbanisation.

## FAQ et prises de position – PSL

### *Question:*

*Est-ce que le potentiel de croissance de 20% est également à prévoir si une commune voit sa population doubler du fait de PAP actuellement en cours de réalisation?*

### Réponse:

- L'obligation de mise à disposition des réserves foncières s'applique au moment de la mise en conformité du PAG avec les dispositions du PSL, même si à ce moment, un accroissement sensible de la population est en cours ou projeté du fait de la mise en œuvre de PAP indépendamment du PSL et complémentairement aux prescriptions en termes de croissance de population qui en résultent .
- Toutefois, le texte prévoit une prescription dérogatoire permettant la désignation d'un potentiel de croissance de moins de 20% si la configuration géographique ou des raisons d'ordre légal, social, ou économiques, dûment motivés dans le cadre de l'étude préparatoire, le justifient.

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

*Quel doit-être l'état d'achèvement de la planification pour qu'un projet puisse être comptabilisé endéans les 20% ?*

**Réponse:**

La disposition s'applique à toutes les surfaces situées en zone mixte ou zone d'habitation soumises à PAP NQ, à l'exception des zones entièrement viabilisées et couvertes par un PAP NQ.

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

***Quel est le mode de calcul de la densité de 25 log/ha?***

***Calcul sur la surface soumise à un plan directeur ?***

***Calcul sur la surface concernée par le PAP respectivement une phase de PAP ?***

**Réponse:**

**La densité de logement s'applique en tant que valeur moyenne à l'ensemble de la surface des terrains à bâtir bruts d'une localité telle qu'identifiée au sein des zones mixtes et zones d'habitation PAP NQ.**



## FAQ et prises de position – PSL

***Question:***

***Comment la mixité d'un quartier est-elle prise en compte dans le calcul de la densité?***

**Réponse:**

La valeur moyenne est à respecter sur l'ensemble de la surface désignée en tant que zones MIX et HAB PAP NQ. Au sein de cette surface, la densité sera variable en fonction de l'affectation réservée aux fonds.

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

***Suivant quels critères les localisations des "zone pour projet d'envergure destiné à l'habitat" ont-elles été choisies?***

**Réponse:**

**Critères de sélection :**

**Avant tout**

- **Communes CDA ou communes prioritaires pour le développement de l'habitat**
- **Terrains des zones pour projets d'envergure essentiellement en zone verte**

**Contraintes à respecter:**

- **Existence d'un accès aisé à un réseau de transports public performant**
- **Terrains de taille conséquente**

## FAQ et prises de position – PSL

### *Question:*

comment concilier l'obligation de renforcer l'urbanisation des EPU alors que le Gouvernement désigne des surfaces en dehors de ces EPU en tant que zones pour projet d'envergure ? (exemple: Leudelange Schléiwenhaff)

### Réponse:

- **En priorité, il y a lieu de développer les espaces actuellement dotés d'une certaine centralité qu'il y a lieu de renforcer par la désignation en tant qu'EPU**
- **Dans des cas spécifiques, des amorces d'urbanisation méritent d'être développées en raison de certains atouts dont elles disposent**
- **Tel est le cas pour Leudelange Schléiwenhaff (proximité ville de Luxembourg-Agglolux, accessibilité via réseau ferroviaire, nécessité équilibrage nombre d'emplois/nombre d'habitants faute de la possibilité à court terme d'un développement urbanistique de la localité de Leudelange)**

## FAQ et prises de position – PSL

**Question:**

***Est-ce que le statut d'EPU peut-il être attribué à une partie de localité seulement ?***

**Réponse:**

**Il y a lieu de distinguer entre commune à structure urbaine agglomérée et communes formées de plusieurs localités non-agglomérées:**

- **Communes du 1er type => EPU peut être délimité au niveau d'un quartier**
- **Communes du 2ième type => EPU devrait couvrir l'ensemble d'une localité**



# Plan sectoriel TRANSPORTS

Le plan sectoriel transports  
PST



Plans sectoriels

LOGEMENT | PAYSAGES | TRANSPORTS  
ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

*Lëtzebuerg besser plangen*

## FAQ et prises de position – PST

**Question:**

***Pourquoi une différenciation des communes en ce qui concerne le « Parkraummanagement »?***

**Réponse:**

**Il s'agit d'un système très nuancé pour les communes à dominante urbaine et simple pour celles à dominante rurale. La séparation entre les deux catégories de communes se fonde sur le PDAT et elle est nécessaire pour augmenter le partage modal des modes de transports durables dans les communes à dominante urbaine, d'un côté, et pour éviter des effets concurrentiels contreproductifs entre communes sur base du nombre d'emplacements de parkings autorisables pour les emplois, de l'autre.**

## FAQ et prises de position – PST

***Question:***

***Lorsqu'une parcelle cadastrale est partiellement concernée par un corridor, faut-il la garder libre de construction sur son entièreté?***

**Réponse:**

**Non. Seuls les terrains qui se situent à l'intérieur du corridor doivent rester libres de toute construction.**



# Plans sectoriels

LOGEMENT | PAYSAGES | TRANSPORTS  
ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Séances de questions – réponses destinées aux responsables communaux

29 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2014





# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

## Phase consultative

- depuis le 11 août 2014 => analyse des prises de position SUP
- à partir du 28 octobre 2014 => analyse des avis des communes + élaboration de propositions de modification aux textes réglementaires et au matériel cartographique (durée estimée: 8-10 mois)
- 1<sup>ère</sup> saisine du Conseil de gouvernement – projets de règlements grand-ducaux modifiés
- Déclaration Ministre à la Chambre des Députés
- 2<sup>ème</sup> saisine du Conseil de Gouvernement – projets de règlements grand-ducaux modifiés
- 2<sup>ème</sup> publication des projets de règlements grand-ducaux au Mémorial (élimination « Härtefall + erreurs matérielles)

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

## Phase réglementaire

- **Saisine du Conseil d'Etat**  
( au plus tôt au second semestre 2015)
- **Entrée en vigueur des règlements-grand-ducaux**  
(au plus tôt: 1<sup>er</sup> semestre 2016)

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

- **effets de l'ordonnance du juge du référé du Tribunal administratif du 17 septembre 2014 en matière de PS/PAG/autorisation de construire ( F. Bausch)**
  - **uniquement sursis à exécution de décisions administratives**
  - **la légalité par rapport à l'article 19 de la loi AT n'est évoquée que subsidiairement**
  - **Interprétation restrictive de la loi par le juge**
  - **jugement sur le fond au plus tôt début 2015**
  - **le projet de loi portant modification de l'article 19 loi AT apportera les précisions requises**
  - **projet de loi devrait être adopté avant la fin de l'année en cours**

# Projets de Plans sectoriels: timing prévisionnel et démarche

- **Avis des autorités communales relatif aux projets de plans sectoriels ( D. Kersch)**
  - **destinataire: Ministre de l'Intérieur**
  - **date limite légale: 28 octobre 2014**
  - **les avis parvenant au Ministre après cette date seront pris en considération**
  - **forme de l'avis.....**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

***illégalité pour dépassement des objectifs de la loi AT (Art 1<sup>er</sup>)***

**Réponse:**

**Le champ d'action des plans directeurs sectoriels est large. En effet, un plan directeur sectoriel concerne un ou plusieurs secteurs d'activités ou d'interventions gouvernementales. Il intègre et précise pour le secteur d'activité concerné les options nationales et les programmations sectorielles dont il assure la coordination. (art. 8 loi AT)**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

***PS seraient inconstitutionnels (non proportionnalité des moyens)***

**Réponse:**

- **champ d'activité des PS: large**
  - ⇒ **concerne un ou plusieurs secteurs d'intervention du Gouvernement**
  - ⇒ **intègre et précise les options nationales et programmations sectorielles**
- **enquête publique précédant la phase réglementaire permettant d'identifier et d'éliminer une éventuelle disproportionnalité du plan**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

***Question:***

***PS fondés sur un programme directeur périmé***

**Réponse:**

- programme directeur de 2003 toujours en vigueur
- ses principes et concepts sont toujours d'actualité
- aucun besoin d'adaptation ou de renouvellement dans l'immédiat

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

***PS élaborés dans une optique de croissance économique soutenue et non dans une optique de développement durable***

**Réponse:**

**Pas de majorité politique pour renoncer à l'objectif d'une croissance économique soutenue.**

**De plus, pour l'essentiel, les plans ne font que réserver des surfaces et ne préjugent pas de la vitesse de réalisation des projets afférents.**



## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

***planification top => down sans concertation au préalable avec les communes***

**Réponse:**

- **de nombreuses communes ont été impliquées**
- **avant-projets présentés et publiés en 2008/2009**
- **risque de spéculation foncière n'a pas permis une concertation préalable plus large avec les communes, notamment en ce qui concerne les zones pour projets d'envergure du PSL**

## FAQ et prises de position – PS – remarques générales

**Question:**

***échelle trop petite (pas de déclinaison précise au 1/2500 possible)***

**Réponse:**

- **petite échelle retenue volontairement pour donner une marge de manoeuvre suffisante aux communes lors de la mise en conformité PAG**



# Plan sectoriel ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Le plan sectoriel  
zones d'activités économiques  
PSZAE



## FAQ et prises de position – PS ZAE

**Question:**

*les dispositions relatives à la zone tampon manquent de flexibilité et risquent d'hypothéquer le développement urbanistique de la localité concernée*

**Réponse:**

Il s'agit d'explicitier le « pour des raisons urbanistiques », afin de suffisamment nuancer l'application de l'article, pour qu'il tienne bien compte des contraintes du terrain et soit proportionnel à l'objectif poursuivi, sans pour autant le diluer dans son application sur le terrain.

Le cas échéant, le texte de l'article en question est à modifier en vue de garantir une transposition dans le PAG assurant un maximum de flexibilité.



# Plan sectoriel PAYSAGES

Le plan sectoriel paysages  
PSP



# FAQ et prises de position – PSP

## **Question:**

***mise en doute de la base légale (AT) pour créer un réseau écologique (RE) et imposer des prescriptions y relatives***

## **Réponse:**

### **objectifs de la Loi AT 2013**

- **protection de la nature et des paysages**
- **gestion responsable de l'environnement**
- **respect du patrimoine culturel et naturel**
- **protection de la population et des biens contre les risques naturels ainsi que les nuisances environnementales**
  
- **=> protection du paysage et de la nature = un des objectifs de la Loi AT**
  
- **Le PSP précise le Programme directeur qui définit (entre autres) la mise en réseau d'espaces naturels comme un objectif important.**

## FAQ et prises de position – PSP

### **Question:**

***mise en doute des fondements scientifiques à la base de la définition/délimitation des zones et des prescriptions***

### **Réponse:**

- analyse paysagère par des experts externes (deux volets : analyse générale du paysage, réseau écologique)
- évaluation des résultats dans le cadre de workshops et de consultations avec les acteurs concernés / 1 conférence paysagère en 2007 (entre autres avec les communes)
- arguments à la base de la désignation des catégories de paysages du PSP rendus publics (2 annexes au document technique explicatif – voir [www.dat.public.lu](http://www.dat.public.lu))

## FAQ et prises de position – PSP

*Question: Le PSP ne comprend pas de zone agricole protégée et ne contribue donc pas à la protection des terres à haute valeur agricole.*

Réponse: Non.

- L'objectif de la conservation des fonctions agricoles / terrains à vocation agricole fait partie des objectifs retenus pour 3 des 4 catégories paysagères du PSP (les GEP, la ZVI et les CV).
- En posant un cadre pour l'urbanisation future et l'extension des PAG, toutes les catégories paysagères du PSP contribuent directement à la sauvegarde d'espaces naturels qui restent disponibles à long terme pour l'agriculture.



## FAQ et prises de position – PSP

*Question: Le PSP rend la pratique de l'agriculture impossible.*

Réponse: Non.

- Le PSP ne contient aucune disposition sur les modalités d'exploitation de l'agriculture (p.ex. utilisation d'engrais, ...).
- Seules les coupures vertes, d'une étendue relativement limitée, interdisent la construction de nouveaux bâtiments agricoles, à l'exception d'abris légers. L'agrandissement de constructions existantes y reste permis, pour autant que les coupures ne soient pas affectées de manière significative.
- Pour la zone prioritaire du réseau écologique, une nouvelle construction ou un agrandissement d'une construction existante sont uniquement interdits lorsqu'ils affectent de manière significative l'intégrité de l'espace naturel concerné.
- Pour rappel : déjà aujourd'hui toute construction agricole en zone verte doit être autorisée (le cas échéant avec des conditions spécifiques).

## FAQ et prises de position – PSP

**Question:** *Le réseau écologique (RE) couvre d'importantes surfaces agricoles, de l'ordre de 40.000 ha. Il met en danger l'existence des agriculteurs locaux et constitue un prétexte pour développer à l'avenir d'autres zones de protection de la nature.*

**Réponse:**

- En effet, le RE couvre environ 31% de la surface agricole utile (SAU). Seule la zone prioritaire du RE (18% de la SAU) définit des interdictions, mais uniquement lorsqu'elles affectent de manière significative l'intégrité de l'espace naturel concerné. Les pratiques agricoles ne sont pas visées. (voir slide précédent)
- La zone d'importance particulière et les couloirs écologiques constituent uniquement une information en relation avec les évaluations environnementales à réaliser en vertu d'autres lois et ne formulent aucune interdiction.
- Aucune disposition relative au RE ne fait le lien avec la désignation d'autres zones de protection de la nature.



# Plans sectoriels

LOGEMENT | PAYSAGES | TRANSPORTS

ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Strategische Umweltprüfung  
SUP

## Zentrale Umweltziele als Prüfhintergrund


### Internationale Ziele und Verpflichtungen

- Reduktion der Treibhausgasemissionen um 20% bis 2020 (Basis: 2005)
- Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer bis 2015
- Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt
- Bewahrung der zu schützenden Lebensräume und Arten gemäß der FFH- und EU-Vogelschutz-Richtlinie
- Einhaltung der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel
- Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz
- Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75

### Nationale Ziele

- Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter
- Bodenverbrauch stabilisieren auf 1 ha/Tag bis spätestens 2020
  
- Bei den räumlich konkreten Projekten erfolgte eine Prüfung auf schutzgutbezogene Ziele.

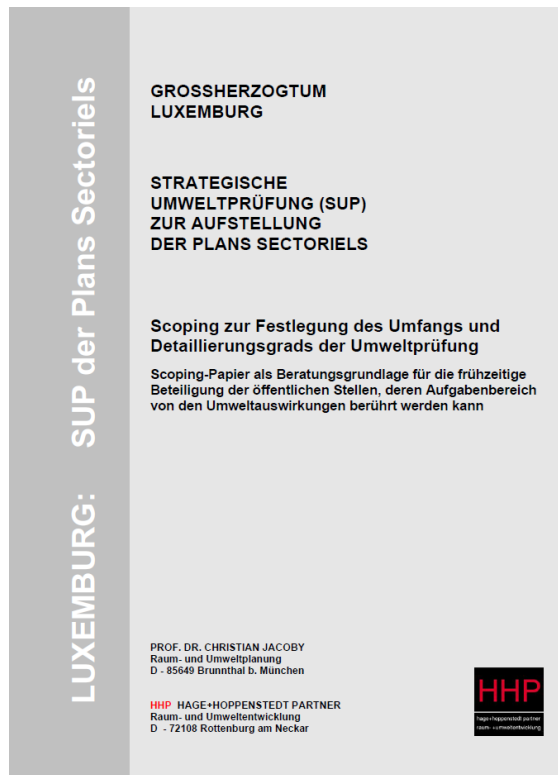
## Ablauf der SUP

- 
- Scoping (Erörterung und Festlegung des Untersuchungsrahmens)
  - Erstellung der aufeinander abgestimmten Umweltberichte einschließlich Alternativenprüfung parallel zur Erarbeitung der PS
  - Detailscreenings, um mögliche Auswirkungen auf europarechtlich geschützte Gebiete zu erkennen (FFH- und Vogelschutzgebiete)
  - **Beteiligungsverfahren: Offenlage der Planentwürfe und Umweltberichte**
  - Auswertung der Stellungnahmen und entsprechende Einarbeitung in Umweltberichte: Berücksichtigung bei abschließender Entscheidung über die PS
  - Zusammenfassende Erklärung, inwieweit Umweltberichte und Stellungnahmen berücksichtigt worden sind
  - Bekanntgabe der Erklärung und Pläne

# SUP – strategische Umweltprüfung

## Scoping-Phase

Scoping (Erörterung und Festlegung des Untersuchungsrahmens): Dokument vom 31. März 2009



### Teilnehmer:

Ministère de l'Economie  
Ministère des Classes Moyennes  
Ministère de l'Environnement  
Ministère des Transports  
Ministère des Travaux Publics  
Ministère de l'Intérieur - Direction de l'Aménagement du  
Territoire  
Administration de la gestion de l'eau  
Administration de l'environnement  
FEDIL  
UEL  
Chambre des Métiers et Fédération des Artisans  
LNLV  
NATURA  
Mouvement écologique  
Aktioun öffentlechen Transport

# SUP – strategische Umweltprüfung

## FFH Screening

Detailscreenings, um mögliche Auswirkungen auf europarechtlich geschützte Gebiete zu erkennen (FFH- und Vogelschutzgebiete)

13 Aktivitätszonen (PSZAE)

3 *projets d'envergure* (PSL)

6 Transportinfrastrukturen (PST)



Screening  
zur Beurteilung der Auswirkungen  
verschiedener Aktivitätszonen des Plan  
sectoriel „Zones d'activités économiques“  
auf NATURA 2000-Zonen

Februar 2012



FFH-Screening PS Logement

Beurteilung der Auswirkungen  
verschiedener geplanter Wohnzonen des  
Plan sectoriel „Logement“  
auf NATURA 2000-Zonen

September 2012



Collectrice du Sud (A13/A4)

FFH-Vorprüfung (Screening)

Habitatzone „LU0001002 Vallée supérieure de l'Alzette..“

Februar 2012

# Allgemeine Fragen zur SUP

**Frage:** Wieso hat die SUP keinen höheren Detaillierungsgrad ?

**Antwort:** Einheitliche Beschreibung und Bewertung des derzeitigen Umweltzustandes

- In der SUP steht der Vergleich möglicher Entwicklungen im Mittelpunkt. Die Bezugsebene ist das Land Luxemburg
- Nur einheitliche Grundlagen für alle Bereiche des Landes können hierbei eine Grundlage darstellen
- Detailkenntnisse, die lediglich für Teilräume vorliegen, sind für den Vergleich auf Landesebene nicht von Relevanz und würden den Vergleich verfälschen
- Detailkenntnisse fließen in die Umweltprüfung auf der örtlichen Ebene ein. D.h. Abschichtung der Umweltprüfung entsprechend der Abschichtung der raumbezogenen Planungen
- Die Ausweisungen auf der Landesebene stellt Entwicklungsmöglichkeiten heraus, die SUP zielt auf eine erste Prüfung und Vergleich und baut daher auf einheitliche Grundlagen auf
- Das Instrumentarium der Umweltprüfung sieht eine Abschichtung vor: auf der kommunalen Ebene ist ebenfalls eine Umweltprüfung mit den dort zur Verfügung stehenden und dann auch zu erhebenden Datengrundlagen vorzunehmen



# Allgemeine Fragen zur SUP

**Frage:** Wie aktuell sind die zur SUP zugrundeliegenden Basisdaten ?

**Antwort:** iterativer Prüfungsprozess mit Alternativenbetrachtung

Die Umweltprüfung wurde frühzeitig - seit 2007 - in den Planungsprozess eingebunden. Zwischenergebnisse wurden immer wieder in den Planprozess der PS eingebracht und Planänderungen wiederum auf die Umweltauswirkungen geprüft. Wesentliche Meilensteine war die Vorlage der Erstfassung der Umweltberichte im Mai 2010, Überarbeitungen Januar 2012 bis Januar 2013 sowie punktuelle Anpassungen Sommer 2013 bis Mai 2014.

## **Vorgehensweise:**

- Beschreibung und Bewertung des derzeitigen Umweltzustandes und dessen voraussichtlicher Entwicklung bei Nichtdurchführung der PS für alle Schutzgüter – 13 Karten mit Erläuterungen als Planungsgrundlage. Die Analyse erfolgte 2008 bis September 2009; Punktuelle Anpassung in Text und Karten 2013.
- Prüfung der Umweltauswirkungen (programmatisch für allgemeine Festlegungen, vertieft für räumlich konkrete Festlegungen, planübergreifend bezüglich der kumulativen Umweltauswirkungen, FFH-Verträglichkeit) – 6 Abbildungen mit Erläuterungen zu den Schutzgütern, 70 Steckbriefe zu den einzelnen Flächen/Standorten bzw. Trassen.
- Alternativenprüfung: Vergleich mit der voraussichtlichen Entwicklung bei Nichtdurchführung der PS („Null-Alternative“) und vergleichende Prüfung verschiedener Standort- und Trassenoptionen; bei hohen Umweltkonflikten sind Alternativen ausgeschieden oder wurden erheblich variiert/optimiert.

# Allgemeine Fragen zur SUP

**Frage:** Ersetzt die SUP die Prüfung auf PAG-Ebene ?

**Antwort: NEIN.** Die SUP ist immer ebenenbezogen zu bearbeiten und durchzuführen.

- Die vorliegenden Studien zu den vier PS beziehen sich somit auf die Landesebene und ihrem abstrakten Maßstab. Hierbei steht der landesweite Vergleich unterschiedlicher Alternativen und Vorrangausweisungen / - Festlegungen im Mittelpunkt. Die SUP dient auch dazu, besonders erhebliche Konflikte zu vermeiden.
- Auf der Ebene PAG sind bei der räumlichen Ausgestaltung von Vorrangflächen der PS die SUP mit den örtlich vorliegenden Informationen gemäß der rechtlichen Anforderungen zu erarbeiten. Sind konkrete Gebiete in der SUP eines PS untersucht worden, können die Ausarbeitungen genutzt werden, erste Anhaltspunkte für notwendige Ausarbeitungen zu bekommen (Scoping).
- Im Einzelfall kann die Umweltprüfung auf Ebene der PAG auch erhebliche zusätzliche Umweltauswirkungen feststellen, die auf Ebene der PS noch nicht ermittelt wurden.

## Allgemeine Fragen zur SUP

**Frage:** Wie kommt es, dass obwohl einzelne Projekte negativ bewertet wurden, die SUP in der Gesamtplanbetrachtung die 4 Plans sectoriels als positiv einstuft ?

**Antwort:** Die Aussage zur Gesamtbeurteilung des Planwerks bezieht sich auf die Situation, dass nicht geplant wird und eine ungeordnete Entwicklung stattfindet. Unbeachtet davon sind mit den einzelnen Festlegungen Umweltrisiken verbunden, die als solches vor dem Hintergrund des festgelegten Prüfrasters jeweils benannt sind.

## Frage zur SUP- PSZAE

**Frage:** Wie wurden die Aspekte « Verkehr, Sicherheit, Lärm, Bodenverbrauch, Abwasser-Behandlung , Überschuss an Arbeitsplätzen » bei der Festlegung einer Aktivitätszone im PSZAE geprüft ?

### **Antwort:**

- Die Probleme der Themen Verkehr und Lärmbelastung sowie auch Landverbrauch und Bodenschutz wurden in der Dokumentation der Umweltprüfung thematisiert.
- Die Themen Sicherheit, technischen Bedingungen der Abwasserbehandlung oder auch der Überschuß von Arbeitsplätzen in Bezug auf die Einwohnerzahl sind keine / bzw. nur bedingt zu werten als umweltbezogene Themen.
- Zu beachten ist, dass die SUP zu den PS die landesweite Sicht und den landesweiten Vergleich im Blick hat. Auf Grundlage der gemeinsam mit den Fachbehörden zusammengestellten landesweit verfügbaren Daten und Beurteilungen des Umweltzustandes wurden die Festlegungen der PS im Hinblick auf Konflikte mit den festgelegten Umweltziele nach einheitlichen Kriterien beurteilt. Die Methoden sind im Anhang der SUP dokumentiert. Örtliche Detailkenntnisse können bei diesem Ansatz nicht genutzt werden, da dies das landesweite Ergebnis verfälschen würde; sie sind auf Ebene der PAGs zu nutzen.
- Die ebenenbezogene Methodik kann auch dazu führen, dass Detailaspekte örtlich anders zu werten sind.

## Frage zur SUP- PST

**Frage:** Wie wird in der SUP bewertet, ob mit den Maßnahmen im PST die Grenzwerte für NOx und Feinstaub eingehalten werden ?

**Antwort:**

- Mit dem Ziel: „Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75“ wird der Aspekt der Förderung des öffentlichen Verkehrs und Reduzierung des motorisierten Individualverkehrs in die Prüfung einbezogen.
- Die Einhaltung von Schadstoffgrenzwerten ist eine technische Voraussetzung zur Machbarkeit von Verkehrswegen. Die SUP zum PS zielt auf die Identifizierung von raumbezogenen Konflikten des Gesamtplans PST, vertieft dazu die räumlich bereits konkretisierten Projekte und gibt Hinweise zu möglichen Maßnahmen zur Vermeidung und Minimierung von erheblichen Umweltauswirkungen.
- Die geforderten Aspekte werden in der objektbezogenen Umweltverträglichkeitsprüfung thematisiert. Die Einhaltung der Grenzwerte zu NOx und Feinstaub können nur projektbezogen lokal geprüft werden.